

M. Basford: Oui, aux deux parties de la question.

M. Woolliams: Le ministre de la Justice déclare qu'après avoir examiné la mesure législative, il estime qu'elle est nécessaire parce que le rapport l'affirme. Mais je voudrais me reporter à la page 6 du rapport et reposer au ministre cette question: Pense-t-il qu'une loi est bonne quand on l'invoque pour arrêter 1,062 personnes dont seulement 13 sont condamnées, et maintenant songe-t-il à abolir l'avis qui doit être donné à ceux qui sont l'objet de cette sorte d'interception?

M. Basford: Je crois que cette mesure législative, qui a fait l'objet d'un débat approfondi à la Chambre avant son adoption, est nécessaire. Je ne pense pas qu'elle ait les effets que lui attribue le député en se fondant sur ce rapport.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE MOTIF DU RETOUR À OTTAWA DE NOTRE AMBASSADEUR
AUX ÉTATS-UNIS

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Que signifie le retour, annoncé six jours avant la visite du premier ministre à Washington, de notre ambassadeur aux États-Unis?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures): Je ne crois pas que l'on puisse y voir un rapport quelconque avec la visite du premier ministre. Selon les renseignements dont je dispose, notre distingué ambassadeur aux États-Unis a exprimé il y a quelque temps déjà le souhait de revenir au Canada pour reprendre des fonctions dans le secteur public. C'est le sens, le seul sens, qu'on peut donner au retour de M. Warren. Nous savons tous qu'il a été un ambassadeur très compétent et très efficace à Washington.

M. Fairweather: Personne ne met en doute l'excellence des services rendus par l'ambassadeur. Mais est-il possible de choisir un moment moins opportun pour faire une annonce comme celle d'hier?

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'INCIDENT RELATIF AU VOL 266 D'AIR CANADA—LA NÉCESSITÉ
DE L'INSTALLATION D'UN RADAR À L'AÉROPORT DE VICTORIA

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Il s'est passé deux semaines et deux jours depuis que je lui ai demandé s'il avait pris connaissance du rapport sur un incident aérien qui s'est produit au-dessus de l'aéroport international de Victoria et où une collision aurait été évitée de justesse. Je lui redemande s'il a pris connaissance de ce rapport.

Questions orales

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur, je l'ai lu ainsi que le commentaire selon lequel la description du rapport telle que présentée par le député à la Chambre était une vulgaire exagération de ce qui s'était produit. J'ai reçu un rapport portant sur la distance entre les appareils et les mesures prises et je crois qu'il n'y a rien à ajouter.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Il est évident que le ministre n'a pas lu le rapport du capitaine qui indique clairement que, s'ils s'étaient contentés de surveiller les instruments au lieu de regarder dehors, un accident désastreux se serait produit. Le ministre a-t-il changé d'idée au sujet du radar qu'on est en train de démonter à l'aéroport de Vancouver pour l'installer supposément ailleurs? Pourquoi ne l'installe-t-on pas à Victoria où il serait nécessaire?

● (1430)

M. Lang: Le matériel utilisé est absolument nécessaire. Il n'existe aucun rapport entre les deux incidents.

* * *

RADIO-CANADA

LE SERVICE EN DIRECTION DE CUBA ET DE L'AMÉRIQUE DU
SUD—L'INFORMATION INCOMPLÈTE AU SUJET DE L'EXPULSION
DE DIPLOMATES CUBAINS

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État à propos des informations diffusées par Radio-Canada en direction de Cuba et des pays sud-américains. Je veux parler en particulier de l'expulsion de certains fonctionnaires cubains soupçonnés d'avoir fait de l'espionnage pendant leur séjour au Canada. Les informations diffusées par le service international de Radio-Canada en direction de Cuba et de l'Amérique du Sud n'étaient pas du tout les mêmes que celles diffusées sur le réseau national. Sur le réseau international, on a dit que Cuba avait nié toute activité d'espionnage, mais on n'a pas donné les raisons officielles de l'expulsion des diplomates cubains du Canada.

J'aimerais que le secrétaire d'État me dise si les informations destinées à Cuba et aux pays d'Amérique du Sud sont sciemment édulcorées et si elles sont manipulées par les responsables de Radio-Canada ou si elles sont rédigées purement et simplement par des employés du service de Montréal?

L'hon. John Roberts (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je suis extrêmement heureux de voir le très honorable représentant me poser une question. Pas plus que lui je n'accepte qu'on use de ménagements à cet égard; aussi, je me renseignerai à ce sujet et je lui dirai ce qu'il en est.